



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 décembre 2021**



Table des matières

Mission inclusion	3
Programme de cuisine pour femmes victimes de violence conjugale	4
Le 15-18 - Radio-Canada - 2021-12-21.....	4
Champs d'action au Québec	5
Un souper de Noël gratuit pour les démunis	6
La Tribune – 2021-12-16	6
La solidarité alimentaire noire	8
La Presse – 2021-12-18	8
Le 3629 : une maison de chambres pour les sans-logis	12
Métro – 2021-12-22 – p. 4	12
Un an de dons de paniers alimentaires pour les Fermes Lufa	14
Métro – 2021-12-23	14
Une halte-chaleur pour les personnes itinérantes maintenant accessible	16
L'Hebdo journal – 2021-12-23.....	16
Pour Noël, il offre gratuitement des chambres de motel aux gens dans le besoin	17
24 heures – 2021-12-25	17
Une ferme solidaire sur le terrain d'une ancienne école de Sainte-Foy	18
Le Soleil – 2021-12-27.....	18
Glaner les récoltes pour nourrir les démunis	20
Le Quotidien – 2021-12-29	20
Champs d'action à l'international	21
En Inde, le phénomène des "avortements sélectifs" pour ne pas avoir de filles	22
Terrafemina – 2021-12-29	22
Sécurité alimentaire : Le projet SECURAGRI veut renforcer la résilience des populations vulnérables	23
Le Faso – 2021-12-30	23
Actualité à surveiller	24
Don record de 2 M \$ à la Fondation de l'Hôpital Charles-LeMoine	25
Le Courrier du Sud – 2021-12-21.....	25



Mission inclusion



Programme de cuisine pour femmes victimes de violence conjugale

Le 15-18 - Radio-Canada - 2021-12-21

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/le-15-18/segments/entrevue/385050/ateliers-cuisine-violence-conjugale-lemeltier>

Segment accessible via le lien web ci-dessus [8 minutes]

À la maison d'hébergement pour victimes de violence La dauphinelle, à Montréal, la pandémie a permis d'offrir aux résidentes des ateliers de cuisine donnés par un chef de renom. Dépêché au pied levé pour remplacer la cuisinière de l'établissement, Frederick Mey, du restaurant Bleu raisin, s'est mis à enseigner aux convives la maîtrise des produits d'ici. Sabrina Lemettier, directrice de La dauphinelle, parle à Karyne Lefebvre des multiples façons dont ces ateliers aident ces femmes à retrouver l'autonomie.

Les résidentes de La dauphinelle gagnent à en apprendre plus sur les produits de saison locaux, ainsi que sur les techniques permettant d'éviter le gaspillage, selon Mme Lemettier. Les ateliers sont par ailleurs devenus une occasion d'échanges culturels.

« [L'idée] était aussi d'introduire la présence d'un homme en cuisine. À peu près 80 % des femmes que nous accueillons ne sont pas nées au Québec, et c'est souvent elles qui avaient la responsabilité de la nourriture. »

— Une citation de Sabrina Lemettier, directrice de La dauphinelle

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Un souper de Noël gratuit pour les démunis

La Tribune – 2021-12-16

Par : Alain Goupil

<https://www.latribune.ca/2021/12/16/un-souper-de-noel-gratuit-pour-les-demunis-5687e3eaa945ebe6f56b7882eda42263>

Touchés par la situation de l'itinérance à Sherbrooke, deux Sherbrookoïses unissent leurs efforts pour offrir un souper de Noël gratuit à tous les sans-abris et les personnes seules qui désirent se joindre à eux, la veille de Noël.

Ce souper aura lieu le 24 décembre, de 17 h à 20 h, dans les locaux de la soupe populaire La Chaudronnée, située au 470 de la rue Bowen Sud à Sherbrooke.

En organisant ce souper, Josée Ruel et son beau-frère Sylvain Gosselin se sont fixés un but : mettre un peu de baume sur la misère et la solitude qui affligent plusieurs de leurs concitoyens durant ce temps des Fêtes, encore marqué par la pandémie.

Sachant que l'actuelle pandémie a grandement augmenté la solitude et le retrait social de plusieurs personnes seules et démunies, ils ont décidé d'offrir un moment agréable et chaleureux à ces personnes trop souvent oubliées pendant la période des Fêtes.

« On sait que 2021 a été très difficile particulièrement pour les gens seuls et démunis. »
— Sylvain Gosselin

L'idée d'illuminer le Noël des plus démunis trottait dans la tête de Josée Ruel depuis un certain temps. C'est après en avoir fait part, lors d'une réunion familiale, qu'elle a décidé de se lancer, en compagnie de son beau-frère qui s'est aussitôt porté volontaire.

« Chez nous, on est une assez grosse famille, explique Sylvain Gosselin. Chaque année, comme dans la plupart des familles, on se réunit pour fêter Noël et le jour de l'An. Mais chaque année, c'est un peu la même chose : on mange, on boit, on jase ensemble. »

« Mais cette année, Sylvie m'a dit : 'Pourquoi on ne ferait pas quelque chose de différent? Est-ce qu'on pourrait se réunir toute la famille, tout en venant en aide aux plus démunis?' C'est comme ça que tout est parti. »

Une quinzaine de membres de leur famille et des amis ont accepté de prêter main-forte à l'événement en devenant bénévoles pour l'organisation, la préparation, le service du repas de Noël, ou encore la confection, la recherche et l'emballage des petites surprises qui seront distribuées aux démunis lors du souper.

Une année éprouvante

« Au départ, notre idée était d'offrir des repas chauds à l'extérieur sur la rue Wellington, là où on retrouve beaucoup de démunis et de sans-abris. Mais finalement, compte tenu de la COVID et de la réglementation avec le MAPAQ et tout le reste, les gens de La Chaudronnée nous ont



proposé de faire ça dans leurs locaux. Ça été une très bonne idée. Ils nous aident beaucoup dans la préparation. On tient à les remercier énormément. »

Comme des milliers de concitoyens, Josée Ruel et Sylvain Gosselin ont été marqués par l'ampleur de la pauvreté, mise en relief ces dernières semaines par le démantèlement du campement situé sous le pont Joffre.

« On sait que l'année 2021 a été très difficile sur le plan économique et social pour la plupart des gens, particulièrement pour les gens seuls et démunis. Avec l'aide des partenaires, on s'attend à recevoir une centaine de personnes », se réjouit celui qui s'est occupé de tout l'aspect logistique de ce souper.

Parmi ces partenaires, outre La Chaudronnée, on retrouve la Fondation Rock-Guertin, le courtier immobilier Steve Lemay, l'Archidiocèse de Sherbrooke, ainsi que de précieux bénévoles.

Une fin d'année heureuse

Ce souper de Noël sera aussi l'occasion pour Sylvain Gosselin de tourner la page sur une année particulièrement difficile. En avril, ce commis d'entrepôt a en effet subi l'amputation d'une partie de sa jambe gauche des suites d'un accident de travail survenu en septembre 2018.

« Je vois maintenant la vie d'une autre façon, dit-il. Tout ce qu'on veut, c'est que ce réveillon-là soit mémorable pour nous, et surtout pour tous ces oubliés. On va s'arranger pour que ce ne soit pas le dernier », tient à préciser le coorganisateur.

[Retour à la table des matières](#)



La solidarité alimentaire noire

La Presse – 2021-12-18

Par : Ariane Krol

<https://www.lapresse.ca/actualites/2021-12-18/la-solidarite-alimentaire-noire.php>

Après seulement deux ans d'exploitation, le propriétaire des Jardins Lakou, Jean-Philippe Vézina, a remporté récemment le prix du Maraîcher de l'année pour sa culture de légumes typiques des cuisines afro-antillaises, au concours canadien du magazine enRoute. Le maraîcher établi à Dunham, dans les Cantons-de-l'Est, ne fournit pas seulement en produits des restaurants ou des familles abonnées à ses paniers, mais aussi des organismes qui en font don à des membres de la communauté noire.

« J'ai travaillé auprès de la communauté noire de Montréal, francophone et anglophone, et déjà, à ce moment-là, j'étais conscient des enjeux de santé liés à l'alimentation des familles, et du fait que souvent, elles avaient de la difficulté à avoir accès à des produits frais et nutritifs. Et il y avait aussi une question d'adaptation, surtout pour les nouveaux arrivants », explique M. Vézina.

Il cultive notamment des concombres antillais, introuvables en épicerie ici « parce que c'est un produit qui ne se conserve pas très longtemps », et des feuilles d'amarante (appelées lalo par les Haïtiens) qui, au supermarché, sont « soit congelées, soit arrivent toutes flétries ». Et d'autres légumes typiques des cuisines des Antilles, de l'Afrique et du sud des États-Unis, comme le chou cavalier, les okras, des piments forts, et des variétés de courges typiques des Antilles comme la kobocha, et le giromon utilisé pour la soupe joumou, « qui est la soupe du 1er janvier qui souligne l'indépendance d'Haïti ».

M. Vézina, né en Haïti et adopté par des Québécois blancs, a longtemps travaillé comme gestionnaire et consultant dans le milieu communautaire, notamment dans les quartiers Côte-des-Neiges, Saint-Michel, Rivière-des-Prairies et Petite-Bourgogne. « Les Jardins Lakou, c'est un peu l'aboutissement de ce parcours que j'ai entamé depuis la fin de mon adolescence », dit-il en évoquant son besoin de se reconnecter à ses racines haïtiennes et africaines.

Le jardin lakou (pour « la cour »), aussi appelé jardin créole, est un modèle agricole né avec l'indépendance d'Haïti.

Le but était de développer l'autonomie alimentaire de groupements de familles ou de petites communautés qui, ensemble, cultivaient une parcelle de terre autour de la maison du paysan.

Jean-Philippe Vézina, propriétaire des Jardins Lakou

En plus de ses clients commerciaux (une soixantaine de familles abonnées à ses paniers hebdomadaires, ainsi que des restaurants), il a fourni au cours des deux derniers étés des légumes pour des ménages de la Petite-Bourgogne soutenus par l'organisme Desta, grâce à un financement de la Fondation McConnell. Une petite organisation appelée ECI (L'Environnement c'est intersectionnel), fondée par une Montréalaise d'origine haïtienne, Lourdenie Jean, a aussi offert des paniers de légumes des Jardins Lakou à des personnes des communautés noire et autochtone l'été dernier.



Pour Mme Jean, qui a travaillé dans le milieu communautaire et y donne encore des ateliers, l'insécurité alimentaire est « l'enjeu qui fait en sorte que tout le monde n'a pas un accès équitable à nourriture ». « Chaque fois que je parle d'insécurité alimentaire, je parle de souveraineté alimentaire », souligne cette étudiante en sociologie et en développement durable. Beaucoup de relations de pouvoir passent par l'assiette, et malheureusement, la capacité d'être maîtres de notre assiette nous a été enlevée.

Lourdenie Jean, fondatrice de l'organisation l'Environnement, c'est intersectionnel. Son projet de paniers ciblait les personnes noires et autochtones, parce que ces communautés sont actuellement les plus touchées par l'insécurité alimentaire au Canada. Mais aussi parce qu'historiquement, « leur capacité à se nourrir a souvent été ciblée dans les processus de colonisation ».

Les paniers, livrés dans un peu moins d'une dizaine de foyers, ainsi qu'une visite organisée aux Jardins Lakou avec une dizaine de personnes sont des « microprojets », reconnaît la jeune femme. « Ce sont des propositions au maximum de mes capacités, mais dont j'aimerais éventuellement qu'elles s'établissent et inspirent. »

Lourdenie Jean n'a pas encore les fonds nécessaires pour pouvoir répéter l'initiative l'an prochain, mais « il y a de potentielles collaborations qui sont dans mes courriels ».

De son côté, le brasseur Molson Coors s'est engagé à verser 1,5 million de dollars à des organismes qui soutiennent des personnes noires, autochtones et de couleur en Amérique du Nord au cours de la prochaine année. Au Canada, cela servira notamment à financer des bourses pour des restaurants détenus à plus de 70 % par des Noirs (décernées par l'association de professionnels noirs CAUFP). Le soutien fourni par les entreprises à leur communauté (par des dons à des programmes alimentaires, par exemple) figurait parmi les critères de sélection. Le précédent torontois

À Toronto, où 9 % de la population est noire, c'est la Ville elle-même qui a pris l'initiative de s'attaquer à l'insécurité alimentaire de cette minorité. Soulignant que 36,6 % des enfants noirs vivent dans des foyers touchés par l'insécurité alimentaire, et que les familles noires sont 3,5 fois plus à risque que les familles blanches, le conseil municipal de Toronto a adopté cet automne un Plan de souveraineté alimentaire noire (Black Food Sovereignty Plan), une première au Canada. Ce plan de cinq ans prévoit une cinquantaine d'actions visant à soutenir des organismes, de l'agriculture urbaine, des marchés fermiers et des entreprises de la communauté noire.

Cette stratégie découle d'un plan de lutte contre le racisme envers les Noirs, adopté par la Ville de Toronto en 2017, et de la reconnaissance, par la Santé publique de Toronto l'an dernier, que ce racisme représente une crise de santé publique.

À Montréal, l'organisme qui chapeaute le Conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) a demandé du financement à l'Agence de la santé publique du Canada pour pouvoir recueillir des données sur les personnes vivant des inégalités sociales. C'est afin d'avoir « un meilleur portrait de la situation et d'identifier des pistes d'action adaptées pour améliorer l'accès à une saine alimentation pour les personnes vulnérables », nous a indiqué la coordonnatrice du CSAM, Anne Marie Aubert, par courriel. Si jamais l'organisme n'obtient pas ce financement, il va continuer de « trouver une façon de réaliser cette démarche essentielle », assure Mme Aubert.

Trois fois plus d'insécurité alimentaire chez les Noirs



Les ménages canadiens de minorité visible noire sont presque trois fois plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire que les ménages de Blancs, ont constaté avec stupéfaction des chercheurs de l'Université de Toronto, dans une étude publiée dans la Revue canadienne de santé publique en juin dernier¹.

« Honnêtement, presque tout m'a surprise dans cette étude », a commenté l'une des auteures, Valerie Tarasuk, en entrevue téléphonique.

Cette étude, la première à comparer l'insécurité alimentaire des populations noire et blanche au Canada, a découvert une prévalence de l'insécurité alimentaire presque trois fois plus élevée chez les ménages noirs (28,4 %, contre 10 % chez les ménages blancs). Les données proviennent de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de Statistique Canada (2005 à 2014).

La professeure Tarasuk, qui travaille sur l'insécurité alimentaire depuis des décennies, a été particulièrement frappée par la comparaison entre le Québec et l'Ontario.

Dans la communauté des chercheurs sur l'insécurité alimentaire, il est reconnu que le problème est moins répandu au Québec que dans les autres provinces.

Une étude pancanadienne publiée en 2012 a, par exemple, montré que la probabilité de souffrir d'insécurité alimentaire était presque 60 % moindre chez les travailleurs du Québec que chez ceux de l'Ontario, et ce, sans égard au niveau de scolarité². Les hypothèses pointent vers le filet social, plus généreux ici.

Or, cet effet protecteur québécois ne semble pas fonctionner pour les ménages noirs, montre l'analyse de l'Université de Toronto.

Si la probabilité de souffrir d'insécurité alimentaire est effectivement moindre au Québec qu'en Ontario pour les ménages blancs, elle est « presque identique » pour les ménages noirs des deux provinces.

« Ça m'interroge beaucoup », nous a indiqué la professeure Geneviève Mercille, du département de nutrition de l'Université de Montréal, qui a fait partie du comité d'examen par les pairs de l'article. « Comment se fait-il que nos politiques sociales aident tellement bien certains groupes de population au Québec, mais pas d'autres ? »

Propriétaires vulnérables

Ce n'est pas le seul facteur qui semble ne pas bénéficier aux Noirs. Le fait d'être propriétaire de son logis est aussi reconnu comme protecteur. De fait, parmi les ménages noirs, l'insécurité alimentaire est moins présente chez les propriétaires, note l'étude. Sauf qu'elle est plus présente chez les propriétaires noirs que chez les propriétaires blancs. Leur risque est même « presque identique » à celui des locataires blancs, comme si le fait d'être propriétaire mettait moins à l'abri du besoin quand on est noir.

Cette étude « suscite des questions sur le rôle joué par le racisme systémique », estime Mme Tarasuk.



En reconnaissant qu'il « vaudrait probablement mieux que les idées viennent d'une personne noire que d'une femme blanche », elle suggère notamment de s'assurer que les programmes sociaux soient équitables, et qu'il existe des recours efficaces contre la discrimination sur le marché de l'emploi.

Une étude sur les bacheliers universitaires publiée en septembre dernier par Statistique Canada a constaté que les diplômés qui risquaient le plus d'occuper un emploi inférieur à leurs qualifications étaient ceux de minorité visible noire (comparativement aux bacheliers d'autres minorités visibles et aux non-membres d'une minorité visible)³.

Un livret de Statistique Canada indiquait aussi l'an dernier que les taux de chômage de la population noire sont demeurés plus élevés que ceux du reste de la population, et ce, « même pour les niveaux de scolarité plus élevés » (2001 à 2016)⁴.

Les enquêtes canadiennes devraient inclure les caractéristiques raciales, et suréchantillonner « les groupes sous-représentés, comme les personnes noires », recommande l'étude de Mme Tarasuk.

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Sécurité alimentaire : aucun signe de difficulté pour avoir accès à des aliments en raison du revenu.
- Insécurité alimentaire marginale : signes qu'il y a des craintes ou des obstacles à un accès adéquat et sûr à des aliments en raison du revenu.
- Insécurité alimentaire modérée : signes que la qualité ou la quantité des aliments consommés est compromise.
- Insécurité alimentaire grave : signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires.

Source : Groupe de recherche PROOF, Université de Toronto

[Retour à la table des matières](#)



Le 3629 : une maison de chambres pour les sans-logis

Métro – 2021-12-22 – p. 4

Par : Jason Paré

4 Métro - Anjou - Mercier Mercredi 22 décembre 2021

Le 3629 : une maison de chambres pour les sans-logis

Une maison de chambres pour les sans-logis a été officiellement inaugurée ce vendredi dans Hochelaga-Maisonneuve.

Jason Paré
jpare@metromedia.ca

Le 3629 pourra accueillir jusqu'à 16 personnes d'ici le congé de Noël grâce aux 14 chambres (12 simples et 2 doubles) qui ont été aménagées dans cet immeuble de la rue Sainte-Catherine Est.

Le principal critère pour être admissible: ne pas pouvoir être logé ailleurs, alors que certaines personnes vivant différents enjeux sont exclues des logements sociaux habituels.

«Les seules conditions, c'est de payer son loyer, de conserver une certaine quiétude et de garder ça salubre», explique le directeur adjoint de L'Anonyme, Julien Montreuil.

C'est ce «trou de service» qui a poussé L'Anonyme, un organisme faisant entre autres la prévention de la transmission des infections transmissibles sexuellement ou par le sang (ITSS), à se lancer dans le domaine du logement, qui n'est pas sa mission d'origine.

Une initiative que l'organisme ne regrette pas et qui lui permet maintenant de proposer un projet innovant dans le monde du logement communautaire et un début de solution à la problématique de l'itinérance exacerbée par la pandémie et la crise du logement.

Il n'y aura pas d'intervenants au 3629. Les chambreurs pourront ainsi conserver une certaine autonomie et ne seront pas contraints de suivre des démarches pour se réinsérer dans la société.

Ces derniers auront ainsi le choix de s'adresser aux ressources qu'ils souhaitent s'ils en sentent le besoin, sans passer nécessairement par les services de L'Anonyme.

Se virer de bord

L'Anonyme avait reçu un premier investissement de 2,3 M\$ de la Ville de Montréal en 2019 pour l'acquisition et la reconstruction d'une maison de chambres, mais l'explosion des coûts et la rareté des matériaux ont obligé l'organisme «à se virer de bord» pour aller chercher une enveloppe supplémentaire de 950 000 \$.

Le gouvernement fédéral et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CSMI) ont soutenu le projet par leur part octroyée de 870 000 \$ à L'Anonyme afin de soutenir son projet immobilier.

«On a eu un soutien vraiment important qui a fait qu'aujourd'hui, on a respecté les délais prévus», se réjouit la directrice générale de L'Anonyme, Sylvie Boivin.

Appel au gouvernement

Lors de l'inauguration du 3629, Édith Cyr, directrice générale de Bâtir son quartier, un groupe de ressources techniques (GRT) partenaire du projet, a souligné la rareté et l'inabordabilité du logement à Montréal.



L'équipe de L'Anonyme, la DG de Bâtir son quartier et des élus des différents paliers gouvernementaux, posant fièrement devant le 3629.

Se tournant vers les élus présents, dont la députée d'Hochelaga, Soraya Martinez Ferrada, du Parti libéral du Canada, et celui de Bourget, Richard Campeau, de la CAQ, M^{me} Cyr a demandé de maintenir les programmes actuels, d'augmenter les investissements et d'accélérer la cadence pour la construction de logements.

Cet appel fait entre autres écho aux critiques exprimées par les regroupements de logements à la suite de l'annonce, dans

le cadre de la mise à jour économique du 25 novembre du gouvernement Legault, d'un investissement de près de 200 M\$ dans la construction de logements dits «abordables».

Cette annonce fait craindre à certains acteurs du milieu que le gouvernement du Québec abandonne le programme AccèsLogis et le financement du logement social au profit des entrepreneurs privés. ■

LE MOT CACHÉ ANTIDOTE O V I N V E C

Bérardonnez les lettres pour trouver le mot qui correspond à la définition.

nom - Personne qui participe à un repas avec d'autres.

Présenté par Métro

Que l'Antidote nouveau soigne tous vos mots!

www.antidote.info

Régime - 2114400

Équipe Métro : vos experts sur le terrain
Vous avez une nouvelle à partager? Vous voulez réserver un espace publicitaire? Contactez-nous!



Salle de rédaction
Jason Paré
Journaliste
jpare@metromedia.ca
514-286-1066



Publicité
Robin Bournival
Directeur de compte
rbournival@metromedia.ca
514-476-3624

Métro
ANJOU-MERCIER

101, boul. Marcel-Laurin, bur. 320,
Saint-Laurent (Québec) H4N 2M3
50 594 exemplaires imprimés

 

Métro MÉDIA Éditeur: Métro Média, Président et directeur général: Andrew Muir, Vente: Directrice ventes et marketing: Marie-Josée Gravel, Chef d'équipe: Milaïra Rioux, mrioux@metromedia.ca, 514-289-3126, Rédaction: Directrice éditoriale: Marie-Josée Desmarais, Directrice principale des opérations: Sylviane Lussier, Directeur de l'information - éditions locales: Frédéric Chouin, fchouin@metromedia.ca, Photographes: Métro Média, Impression: Impression Transcontinentale, 2001 av. de l'Église, Division Transcontinentale Printing, 10315 rue Williams, Anjou (Québec) H1T 1T1, Distribution: Publika 1 888 989-2272, Diffusion: 101 642-8809, Abonnements clients: 1 888-621-6266

Une maison de chambres pour les sans-logis a été officiellement inaugurée ce vendredi dans Hochelaga-Maisonneuve.

Le 3629 pourra accueillir jusqu'à 16 personnes d'ici le congé de Noël grâce aux 14 chambres (12 simples et 2 doubles) qui ont été aménagées dans cet immeuble de la rue Sainte-Catherine Est. Le principal critère pour être admissible: ne pas pouvoir être logé ailleurs, alors que certaines personnes vivant différents enjeux sont exclues des logements sociaux habituels.

«Les seules conditions, c'est de payer son loyer, de conserver une certaine quiétude et de garder ça salubre», explique le directeur adjoint de L'Anonyme, Julien Montreuil. C'est ce «trou de service» qui a poussé L'Anonyme, un organisme faisant entre autres la prévention de la transmission des infections transmissibles sexuellement ou par le sang (ITSS), à se lancer dans le domaine du logement, qui n'est pas sa mission d'origine.



Une initiative que l'organisme ne regrette pas et qui lui permet maintenant de proposer un projet innovant dans le monde du logement communautaire et un début de solution à la problématique de l'itinérance exacerbée par la pandémie et la crise du logement.

Il n'y aura pas d'intervenants au 3629. Les chambreurs pourront ainsi conserver une certaine autonomie et ne seront pas contraints de suivre des démarches pour se réinsérer dans la société.

Ces derniers auront ainsi le choix de s'adresser aux ressources qu'ils souhaitent s'ils en sentent le besoin, sans passer nécessairement par les services de L'Anonyme.

Se virer de bord L'Anonyme avait reçu un premier investissement de 2,3 M\$ de la Ville de Montréal en 2019 pour l'acquisition et la reconstruction d'une maison de chambres, mais l'explosion des coûts et la rareté des matériaux ont obligé l'organisme «à se virer de bord» pour aller chercher une enveloppe supplémentaire de 950 000 \$. Le gouvernement fédéral et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL), par l'entremise du programme Vers un chez-soi, ont pour leur part octroyé 870 000 \$ à L'Anonyme afin de soutenir son projet immobilier.

«On a eu un soutien vraiment important qui a fait qu'aujourd'hui, on a respecté les délais prévus», se réjouit la directrice générale de L'Anonyme, Sylvie Boivin.

Appel au gouvernement Lors de l'inauguration du 3629, Édith Cyr, directrice générale de Bâtir son quartier, un groupe de ressources techniques (GRT) partenaire du projet, a souligné la rareté et l'inabordabilité du logement à Montréal.

Se tournant vers les élus présents, dont la députée d'Hochelaga, Soraya Martinez Ferrada, du Parti libéral du Canada, et celui de Bourget, Richard Campeau, de la CAQ, Mme Cyr a demandé de maintenir les programmes actuels, d'augmenter les investissements et d'accélérer la cadence pour la construction de logements.

Cet appel fait entre autres écho aux critiques exprimées par les regroupements de logements à la suite de l'annonce, dans le cadre de la mise à jour économique du 25 novembre du gouvernement Legault, d'un investissement de près de 200 M\$ dans la construction de logements dits «abordables». Cette annonce fait craindre à certains acteurs du milieu que le gouvernement du Québec abandonne le programme AccèsLogis et le financement du logement social au profit des entrepreneurs privés. M

[Retour à la table des matières](#)



Un an de dons de paniers alimentaires pour les Fermes Lufa

Métro – 2021-12-23

Par : Alicia Casteras

<https://journalmetro.com/local/ahuntsic-cartierville/2750378/un-an-de-dons-de-paniers-alimentaires-pour-les-fermes-lufa/>

Il y a un an, juste avant Noël, l'organisme montréalais Les Fermes Lufa lançait le Programme de dons directs de paniers alimentaires.

L'initiative permet aux familles dans le besoin de bénéficier gratuitement, chaque semaine, d'un panier de fruits, légumes, viandes et autres produits ultrafrais, locaux et bio.

Un an plus tard, le programme a permis de nourrir 541 personnes à travers toute l'île de Montréal, grâce à la livraison de 4000 paniers d'aliments.

Une cagnotte participative et solidaire

Rosa Moniler est coordinatrice pour les liens avec la communauté des Fermes Lufa.

Elle explique que 240 000 \$ ont été récoltés en 2021, grâce aux dons des Lufavores (le surnom donné aux clients des Fermes Lufa), qui peuvent participer à la cagnotte destinée aux dons de paniers.

«En récompense à chacun de leur achat, les clients reçoivent des crédits qu'ils peuvent ensuite soit utiliser pour leurs propres achats, soit offrir pour contribuer à la cagnotte.»

Quand la cagnotte a un solde négatif, ce sont les Fermes Lufa qui comblent la différence, «une contribution qui représente 86 000 \$ en 2021», précise Rosa Moniler.

Ces dons sont transformés en chèque cadeau de 25 dollars par bénéficiaire, qui obtient aussi 50% de rabais sur l'ensemble des fruits et légumes proposés sur le site internet.

Des organismes communautaires partenaires

Les personnes qui peuvent bénéficier des dons de paniers alimentaires sont désignées par les sept organisations à but non lucratif du Grand Montréal qui travaillent en partenariat avec les Fermes Lufa.

Il s'agit du Chic Resto Pop dans Hochelaga-Maisonneuve, des Fourchettes de l'Espoir dans Montréal-Nord, de la Maison Benoît Labre – Bénédicte Labre dans Saint-Henri, de Montréal autochtone et du Foyer pour femmes autochtones, présents à travers tout le Grand Montréal, de L'envol des Femmes situé à Notre-Dame-de-Grâce et de la Mission de l'Ouest de l'Île.

Les bénéficiaires peuvent passer leurs commandes grâce à la plateforme en ligne de ventes directes des Fermes Lufa sans frais administratifs.

Pascale Tremblay, coordonnatrice en développement philanthropique pour la maison Benoît Labre dans l'arrondissement du Sud-Ouest, explique que «l'insécurité alimentaire se retrouve, malheureusement, grandement présente dans le secteur de Saint-Henri».



La cuisine du centre de jour de la Maison Benoît Labre aide à prendre en charge une partie de ce problème, pour la population qui se retrouve en situation d'itinérance ou dans une situation de précarité.

Mais, selon Pascale Tremblay, «avec le programme de dons directs de Lufa, il nous a été possible d'aider aussi d'autres familles, et les participants de notre programme de pré-employabilité».

«Les familles trouvent que les paniers sont utiles, car elles peuvent faire des commandes selon leurs propres besoins, contrairement au programme de panier alimentaire qui, parfois, n'est pas adéquat pour les besoins spécifiques de leur ménage.»

Les Fermes Lufa: des produits frais et locaux

Les Fermes Lufa ont pour objectif de contribuer à résoudre l'insécurité alimentaire en proposant des produits frais et locaux.

Ces produits sont issus notamment des quatre serres installées sur des toits dans les quartiers d'Ahuntsic, de Laval, de la ville de Saint-Laurent et d'Anjou.

C'est en 2010 que la première serre commerciale sur un toit au monde a été installée dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

D'autres produits proposés sur la plateforme en ligne des Fermes Lufa proviennent aussi d'un réseau de fermiers et de producteurs locaux.

[Retour à la table des matières](#)



Une halte-chaleur pour les personnes itinérantes maintenant accessible

L'Hebdo journal – 2021-12-23

<https://www.lhebdojournal.com/une-halte-chaleur-pour-les-personnes-itinerantes-maintenant-accessible/>

Une halte-chaleur temporaire pour les personnes en situation d'itinérance est maintenant accessible au Carré de la Fosse, au centre-ville.

La halte-chaleur se veut un endroit sécuritaire où les personnes en situation d'itinérance peuvent se réchauffer et se poser l'instant de quelques heures. Une roulotte installée au Carré de la Fosse, au 55 rue de la Fosse (près de l'hôtel Delta) permet donc d'accueillir à la fois entre 10 et 15 personnes qui n'ont pas accès à un endroit sécuritaire pour se réchauffer pendant la nuit.

Les utilisateurs peuvent compter sur la présence d'un agent d'intervention, d'un agent de sécurité et du soutien clinique du Centre Le Havre.

Sur place, les utilisateurs y trouvent des chauffes-bottes, des vêtements de rechange, des couvertures, du café et des collations.

Les services de la halte-chaleur sont offerts tous les jours de 22 h à 8 h du matin, et ce jusqu'à la fin mars 2022. Les heures pourraient également être prolongées en période de froids extrêmes.

Cette initiative est le fruit de la mobilisation des partenaires siégeant au Comité de veille climatique du comité intersectoriel en itinérance de Trois-Rivières.

Ceux-ci se sont rapidement mis en action pour répondre efficacement aux besoins des personnes en situation d'itinérance en vue d'assurer leur sécurité à l'approche des grands froids.

La halte-chaleur est un outil supplémentaire pour les partenaires qui interviennent au quotidien sur le terrain. Lorsqu'aucun autre endroit ne pourra être envisagé pour la nuit, les intervenants pourront ainsi accompagner ou diriger les personnes vers ce service.

[Retour à la table des matières](#)



Pour Noël, il offre gratuitement des chambres de motel aux gens dans le besoin

24 heures – 2021-12-25

Par : Guillaume Cyr

<https://www.24heures.ca/2021/12/25/pour-noel-il-offre-gratuitement-des-chambres-de-motel-aux-gens-dans-le-besoin>

Des propriétaires de Québec ont décidé de faire une bonne action pour Noël: ils offrent gratuitement des chambres dans leur motel à des personnes qui doivent se loger rapidement.

Jean-François Picard est l'un des bons samaritains derrière cette initiative. Avec ses associés Jean-Sébastien Blais et Simon Beaudoin, il est propriétaire de plus d'une centaine de logements dans la région de la Capitale-Nationale.

Pour les Fêtes, il a voulu faire sa part pour combattre la pauvreté et l'itinérance. En attendant la démolition de l'immeuble abritant le motel Olympic, à Beauport, il offre gratuitement la moitié des 24 chambres à des gens dans le besoin.

Motel Olympic

Et à ceux qui seraient intéressés, l'homme d'affaires ne demande aucune justification.

En plus de vouloir s'attaquer à l'itinérance, il souhaite, avec son initiative, éviter que des couples se séparent. Il explique qu'il a invité l'un de ses amis à passer une semaine dans son motel pour se ressourcer et se changer les idées.

Il a aussi déjà offert à une amie «en détresse» d'y «rester le temps qu'elle veut».

Étant propriétaire de plusieurs maisons de chambre, qui affichent toutes complet, Jean-François Picard est à même de constater à quel point ça peut être compliqué pour des gens sans logement de s'en trouver un rapidement. À ce temps de l'année, les logements vacants ne courent d'ailleurs pas les rues.

Pour les 12 autres chambres, il les loue 450\$ par mois, électricité et chauffage inclus, ce qui permet à des personnes de se loger à moindre coût.

À l'heure actuelle, seulement cinq des 24 chambres sont occupées.

[Retour à la table des matières](#)



Une fermette solidaire sur le terrain d'une ancienne école de Sainte-Foy

Le Soleil – 2021-12-27

Par : Baptiste Ricard-Châtelain

<https://www.lesoleil.com/2021/12/27/une-fermette-solidaire-sur-le-terrain-dune-ancienne-ecole-de-sainte-foy-21a97ddd09c55fd5dc02647718ae2f74>

Le terrain avant d'une ancienne école de Sainte-Foy sera transformé en fermette maraîchère dès le retour des beaux jours. Un projet rare conçu pour offrir des aliments frais aux moins nantis de l'ouest de la cité.

CENTRE DE FORMATION POUR ADULTES

Nous sommes devant le 965 de la rue Valentin dans le quartier entourant le siège social vitré emblématique de Revenu Québec.

Longtemps, l'édifice bleu et blanc qui est devant nous a accueilli des adultes formés par la commission scolaire des Découvreurs. Mais, en 2018 les activités d'enseignement pour cette clientèle de Sillery, Sainte-Foy et Cap-Rouge ont été regroupées dans une autre école, sur la route de l'Église.

La Ville de Québec a alors hérité de la propriété excédentaire. Après avoir vendu un pan du vaste lot faisant le coin du boulevard Nelson à des promoteurs immobiliers, l'administration municipale a entrepris de convertir l'établissement scolaire en centre des loisirs.

Dans les murs, des ouvriers s'affairent à revamper le bâtiment qui remplacera le désuet centre de loisirs du boulevard Pie-XII.

+

BYE BYE GAZON!

«Les travaux sont entamés sur le site. On a bon espoir d'avoir la cuisine et le jardin au printemps 2022.»

Marie-Hélène Rousseau se réjouit que le projet porté depuis plusieurs années par des organismes communautaires aboutisse enfin. Il paraît qu'un certain coronavirus a chambardé l'échéancier qui s'est étiré un peu...

Agente au développement en sécurité alimentaire au sein de Alimentation pour tous, Mme Rousseau «couvre les secteurs Sainte-Foy, Sillery, Cap-Rouge». Là où il y aurait des besoins en cette matière, bien qu'on imagine plutôt des maisons cossues quand il est question de ces quartiers de la capitale.

Paniers

Rue Valentin, en devanture de l'école recyclée, un potager grand format sera donc aménagé. Des bénévoles pourront y cultiver le partage.



«On a décidé que ça va être un jardin solidaire», avance Mme Rousseau. «Ce n'est pas quelque chose de commun. [...] Ce n'est pas un jardin qui est communautaire, ce n'est pas un jardin qui est collectif, c'est un jardin de type solidaire.»

Une part de la production sera donc remise directement aux ménages dans le besoin. «Nous allons vendre des paniers de légumes aux personnes vulnérables à très bas prix. On ne vise pas de rentabilité. On veut offrir au plus bas prix nos aliments, ou les donner.»

Une autre part sera transformée dans la cuisine collective qui se trouvera dans l'école. Les plats pourront ensuite être répartis dans les organismes de distribution alimentaire.

+

D'AUTRES PROJETS

Le projet de jardin solidaire n'est pas la seule initiative en sécurité alimentaire dans Sainte-Foy—Sillery—Cap-Rouge. Regroupés au sein du Chantier se nourrir, les groupes communautaires espèrent notamment pouvoir ouvrir une épicerie économique.

Gérée par des bénévoles, elle offrirait des prix réduits à la clientèle des grands immeubles d'appartements. «On veut améliorer l'accès à l'alimentation saine», explique Marie-Hélène Rousseau.

Aussi, un frigo partage a été installé à l'extérieur du 2120, rue Boivin; vous pouvez y déposer des aliments à donner. Un autre doit apparaître au cours de l'hiver sur le terrain de l'église Sainte-Geneviève de l'avenue d'Amours.

[Retour à la table des matières](#)



Glaner les récoltes pour nourrir les démunis

Le Quotidien – 2021-12-29

Par : Guillaume Roy

<https://www.lequotidien.com/2021/12/30/glaner-les-recoltes-pour-nourrir-les-demunis-f56dc5a4f622da8252738a6cbdf6069a>

Au lieu de laisser des légumes dans les champs ou des fruits dans les arbres, des groupes citoyens s'organisent pour glaner les restants de récolte, afin de favoriser la sécurité alimentaire régionale. Deux initiatives régionales ont permis de redistribuer plus de 12 tonnes de fruits et légumes cette année.

Par exemple, l'organisme les Butineurs, basé à Alma, a récolté 16 tonnes de fruits et légumes, dont 9,5 tonnes ont été redonnées à des organismes communautaires. Le volume de récolte ne cesse d'augmenter depuis les débuts de l'initiative, il y a trois ans, explique la directrice, Karine Routhier. « Cet été, plus de 260 bénévoles ont participé aux récoltes, ce qui nous a permis de doubler le volume comparativement à l'an dernier », dit-elle.

La récolte s'est faite chez une quinzaine de producteurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean et chez une quarantaine de particuliers. Techniquement, un tiers de la récolte va au producteur (ou au particulier), un tiers au cueilleur, et un tiers aux organismes communautaires. Toutefois, plusieurs producteurs et cueilleurs font aussi don de leur cueillette, du moins en partie, note Karine Routhier. Ainsi, 60% du volume récolté a été offert à 25 organismes communautaires.

Les cueilleurs vont notamment récolter les légumes restants dans les champs après le passage de la machinerie. L'organisme est aussi sollicité pour récolter chez les particuliers qui ont des arbres fruitiers. « On a récolté près de 300 kilogrammes de pommes dans un seul pommier cet été. En tout et partout, on a récolté près de deux tonnes de pommes et de prunes. Les gens ont de vrais petits trésors inexploités sur leur terrain », note la directrice. Des denrées locales qui ont été distribuées gratuitement alors que le casseau de prune se vendait à près de sept dollars.

« Pour plusieurs personnes, c'est une bonne façon de faire du bénévolat tout en ajoutant un volet social, qui permet de briser l'isolement, indique Karine Routhier. C'est aussi une bonne façon de développer des connaissances, loin des écrans, les mains dans la terre ».

Pour participer aux activités de cueillette, il suffit de suivre la page Facebook Les Butineurs. Et pour avoir les informations avant tout le monde, il est possible de devenir membre pour la modique somme de dix dollars.

Les Fruits rescapés

Les Butineurs ne sont pas seuls à faire du glanage dans la région, car Les Fruits rescapés, un réseau de bénévoles initié par l'organisme Eurêko, fait aussi le même travail dans le secteur de Jonquière. Avec l'aide de nombreux bénévoles, ce sont 5,4 tonnes de fruits et légumes qui ont été récoltés cet été chez des producteurs de la région, et 3,2 tonnes qui ont été redonnés à des organismes communautaires. « Les fruits rescapés combattent le gaspillage alimentaire et l'insécurité alimentaire par l'organisation d'activités de récolte », souligne l'organisme.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



En Inde, le phénomène des "avortements sélectifs" pour ne pas avoir de filles

Terrafemina – 2021-12-29

Par : Clément Arbrun

https://www.terrafemina.com/article/inde-des-avortements-selectifs-se-produisent-pour-ne-pas-avoir-de-fille_a361596/1

Des "avortements sélectifs", cela existe. Cela perdure en Inde, pays où certaines femmes doivent avorter pour ne pas avoir de filles. Un phénomène inquiétant et sexiste.

En Inde, il est encore trop courant que des femmes avortent pour ne pas avoir de fille. Et ce malgré l'illégalité de la pratique. De nombreuses recherches démontrent que le taux de "non-naissances", autrement dit d'avortements selon le genre, s'accroît au fil des années et des décennies. Un phénomène ouvertement sexiste.

Car comme l'énonce la militante féministe Prem Chowdhry, "le modèle traditionnel du mariage et les coutumes imposent une position inférieure aux femmes dans les sociétés indiennes". Stigmatisation et discriminations qui vont jusqu'à l'effacement pur et simple des dites femmes. En Inde, relate encore le magazine en ligne Slate, le nombre de naissances féminines observé serait quasiment deux fois moindre au nombre mondial moyen.

Pas si étonnant dans un pays où les filles et les femmes sont les cibles de toutes sortes de violences, physiques, psychologiques et sexuelles. Des violences genrées auxquelles s'ajoute un critère dans le cas présent : dans la culture nationale, les filles sont considérées comme une charge économique superflue.

Un phénomène qui perdure

Pourtant, poursuit Slate, cette pratique de l'avortement en fonction du sexe du fœtus est interdite depuis près de trente ans en Inde - et certaines études gouvernementales récentes avancent que l'Inde compterait pour la première fois plus de femmes que d'hommes. Mais c'est notamment la facilité accrue de l'accès aux cliniques privées qui a fait perdurer ce triste phénomène. 60 millions d'avortements sélectifs ont eu lieu en Inde ces dix dernières années.

Et la militante pour les droits des filles et directrice de l'organisation ADF Inde Tehmina Arora de fustiger : "Le déséquilibre dans le ratio hommes/femmes montre qu'en tant que pays, nous avons mis les filles en échec. Elles sont soit avortées soit, une fois nées, victimes de différentes formes de violences. L'avenir de l'Inde est étroitement lié à la vie des filles et des femmes dans notre pays. Quiconque pense que les filles doivent avoir les mêmes droits que les garçons ne peut fermer les yeux sur ce qu'il se passe aujourd'hui en Inde."

[Retour à la table des matières](#)



Sécurité alimentaire : Le projet SECURAGRI veut renforcer la résilience des populations vulnérables

Le Faso – 2021-12-30

<http://lefaso.net/spip.php?article110182>

Afin de soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, surtout dans les régions en proie à la crise sécuritaire, le ministère de l'Agriculture a procédé ce 30 décembre 2021 au lancement officiel du projet d'amélioration et de sécurisation de la production agricole (SECURAGRI). C'était au cours de la session extraordinaire du comité de revue 2021 du programme budgétaire 076 "prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles". Financé par l'Agence française de développement, SECURAGRI va être mis en œuvre dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est et ce durant cinq ans.

Le Burkina Faso est confronté, comme les autres pays de la sous région, à des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes causées par les changements climatiques qui influent sur la pluviométrie. Une situation exacerbée par la crise sécuritaire qui entraîne des déplacements de populations, qui pour la plupart trouvaient leur pitance dans l'agriculture. Pour faire face à cette situation, le gouvernement burkinabè, à travers le programme budgétaire 076 « Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles », conduit chaque année des projets et programmes au profit des personnes vulnérables. C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet SECURAGRI lancé ce jour.

Alimata Cissé/Sylla, chargée d'études au secrétariat général du ministère de l'Agriculture, des aménagements hydro agricoles, de la mécanisation, des ressources animales et halieutiques, représentant le secrétaire général

Sa mise en œuvre dans les régions de l'Est et de la Boucle du Mouhoun, devrait permettre d'améliorer de façon durable la disponibilité des produits agricoles, de renforcer la résilience des populations vulnérables y compris les personnes déplacées et leurs familles d'accueil et de renforcer la compétitivité des filières agricoles. La résilience des systèmes agro-pastoraux et la sécurité alimentaire des ménages pasteurs ainsi que les capacités opérationnelles des services techniques, devraient aussi être améliorées grâce au projet.

Soutenu par l'Agence française de développement dans le cadre de la coopération bilatérale, SECURAGRI va coûter environ 19 milliards 483 millions 200 mille francs CFA pour une mise en œuvre sur cinq ans, à en croire Alimata Cissé/Sylla, chargée d'études au secrétariat général du ministère de l'Agriculture, des aménagements hydro agricoles, de la mécanisation, des ressources animales et halieutiques.

Les membres du comité présents au lancement du projet

La session extraordinaire du comité de revue, qui a servi de cadre au lancement du projet, va aussi se pencher sur le plan de travail et de budget annuel 2022 du projet, ainsi que sur le manuel de procédures administratives, financières et comptables. Le comité de revue va également formuler des recommandations aux acteurs intervenant dans la mise en œuvre du projet.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Don record de 2 M \$ à la Fondation de l'Hôpital Charles-LeMoyne

Le Courrier du Sud – 2021-12-21

Par : Yanick Cyr

<https://www.lecourrierdusud.ca/don-record-de-deux-millions-a-la-fondation-de-lhopital-charles-lemoyne/>

«La vie nous a bien servis», confie Denis S. Arcand, l'un des deux plus grands bienfaiteurs de l'histoire de la Fondation de l'Hôpital Charles-LeMoyne (HCL). «On est rendus à un âge respectable», poursuit-il, un sourire dans la voix, pendant que sa femme et codonatrice, Louise Gaudet-Arcand, ricane à un autre bout de la téléconférence.

«On commençait à penser à ce qu'on ferait avec notre argent à notre décès, poursuit le résident de Brossard de 79 ans. On voulait laisser de l'argent à des hôpitaux. J'ai donc contacté la directrice générale de la Fondation HCL, Nathalie Boudreau, qui nous a présenté le projet de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke» à Longueuil.

Le projet de l'établissement estrien fera de l'Hôpital Charles-LeMoyne le seul hôpital universitaire de la Montérégie. L'Université ouvrira une faculté de médecine dans le nouveau pavillon Jean-Marc Lepage de l'HCL, situé en face de l'établissement du boulevard Taschereau, dans l'arrondissement Greenfield Park à Longueuil.

«C'est un heureux hasard, commente Mme Gaudet-Arcand. Tout est arrivé au bon moment». L'argent du couple donateur – qui ne souhaite pas se voir affublé du qualificatif «généreux» – servira à aménager la salle de simulation haute-fidélité du nouveau pavillon universitaire.

«C'est un beau projet, précise la dame de 78 ans. Les futurs médecins pourront s'y exercer et les médecins de l'hôpital pourront s'y perfectionner.» L'implantation d'un nouveau campus de médecine sur la Rive-Sud permettra d'accueillir 24 étudiants dès l'automne 2022. À terme, c'est une centaine d'étudiants qui fréquenteront l'institution.

Le couple est heureux de donner de son vivant, afin de voir les fruits de sa donation. «Si nous avions attendu à notre décès, la succession aurait simplement envoyé un chèque, explique M. Arcand. Là, c'est concret, on peut voir ce que ça donne.»

Fier que la salle soit nommée en son nom – la salle Denis S. et Louise Arcand -, le couple demeure toutefois d'une simplicité désarmante. «C'est l'fun, ça fait un p'tit velours», avoue M. Arcand pendant que sa femme opine en ce sens.

Le couple Arcand souhaitait garder le montant du don secret, mais Mme Boudreau les en a dissuadés. «Elle voulait que ça ait un effet d'entraînement» au sein de la communauté francophone, explique M. Arcand en soulignant que la culture de la philanthropie est plus développée dans la communauté anglophone.

«On ne considère pas ça comme de la grande générosité», insiste le citoyen en expliquant que sa femme et lui sont obligés de retirer une partie de leur FER chaque année depuis l'âge de 71 ans.



«On n'en a pas besoin et on paie beaucoup d'impôts sur ces montants. En le donnant à la fondation, l'argent est libre d'impôts et profite entièrement à l'hôpital.»
Denis S. Arcand

«C'est moins bon pour le gouvernement», rigole-t-il, provoquant l'hilarité de sa femme.

Un bon investisseur

«Il n'y a pas eu de miracle. J'ai travaillé dans le milieu des valeurs mobilières et j'ai investi. C'est un milieu propice à l'enrichissement», se contente-t-il d'expliquer.

«On est des gens ordinaires, ajoute sa complice. On a des voitures ordinaires, on vit comme les autres. J'ai la même voiture depuis 37 ans.»

S'ils vivent simplement au quotidien, ils aiment se payer un peu de luxe lorsqu'ils voyagent. «On a visité plus de 100 pays, relate M. Arcand qui précise respecter toutes les mesures sanitaires. Mais, à l'âge où nous sommes rendus, on ne va pas attendre cinq ans, que tout soit rentré dans l'ordre, pour voyager.»

Des gens ordinaires, certes, mais qui auront un impact extraordinaire sur la santé des membres de leur communauté. Les patients qui seront soignés par les futurs médecins de l'hôpital pourront éventuellement conclure que, si la vie les a bien servis, le couple Arcand l'aura bien servie en retour.

[Retour à la table des matières](#)